

Notice méthodologique

Sauf indications contraires, lorsque des données sont comparées d'une année à l'autre, elles ont trait à la même période de chacune des années considérées. Dans les tableaux, les totaux peuvent différer de la somme des rubriques, parce que les chiffres sont arrondis.

Pour pouvoir décrire l'évolution de diverses données économiques importantes relatives à la Belgique pendant l'ensemble de l'année 2008, il a fallu procéder à des estimations, car le matériel statistique afférent à l'année sous revue est nécessairement parfois encore très fragmentaire. Dans les tableaux et graphiques, ces estimations, qui ont été arrêtées à la fin de janvier 2009, sont marquées du signe « e ». Elles ne constituent que des ordres de grandeur destinés à illustrer les tendances qui semblaient d'ores et déjà se dégager. Pour les années antérieures à 2008, les données du Rapport sont celles des comptes nationaux officiels. Le commentaire de l'environnement international ou les comparaisons internationales se fondent sur les données ou estimations émanant d'institutions internationales, publiées respectivement en octobre 2008 par le FMI, en novembre 2008 par l'OCDE et en janvier 2009 par la CE.

L'unité monétaire utilisée dans le Rapport pour les données concernant les pays membres de la zone euro est l'euro. Le 1^{er} janvier 1999, celui-ci est, en effet, devenu la monnaie de la Belgique et du plus grand nombre de ces économies, l'adhésion de pays comme la Grèce, la Slovaquie, Chypre, Malte et, enfin, la Slovaquie, intervenant ultérieurement, au début de 2009 pour le dernier cité. Les montants se rapportant aux périodes qui précèdent son introduction sont convertis aux cours de conversion irrévocables de l'euro. Sauf dans les chapitres consacrés à la politique monétaire et aux prix, où sa définition coïncide avec son évolution historique, la zone euro est définie dans la mesure du possible dans le présent Rapport comme l'ensemble des pays de l'UE qui ont adopté la monnaie unique, à l'exclusion de la Slovaquie. Outre la Belgique, elle comprend donc l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et, sauf mention contraire, la Slovaquie, Chypre et Malte. Par commodité, le terme de « zone euro » est aussi utilisé pour désigner cet ensemble de pays pour des périodes antérieures à l'entrée en vigueur de la troisième phase de l'UEM.

Depuis 1999, l'ICN, conformément à l'obligation imposée par Eurostat, applique la méthodologie SEC 95 pour l'établissement des comptes nationaux, en remplacement de la méthodologie SEC 79. Le SEC 95 donne un aperçu plus précis et plus complet des évolutions économiques⁽¹⁾. Il garantit, en outre, mieux la comparabilité internationale des données macroéconomiques. Le Rapport intègre autant que possible les définitions et méthodes découlant du SEC 95. Néanmoins, alors que dans

(1) Pour de plus amples informations à propos du SEC 95, voir la publication de l'ICN intitulée *Comptes nationaux 1998 – Partie 1: Estimation des agrégats annuels*. Les modifications occasionnées par le passage au SEC 95 pour le compte des administrations publiques sont détaillées de manière plus spécifique dans une autre publication de la même source, intitulée *Comptes nationaux 1998 – Partie 3: Comptes des administrations publiques*.

ce système, les principaux agrégats issus des comptes nationaux sont présentés sous la forme de résultats nets de consommation de capital fixe, il exprime les données en termes bruts, comme c'était le cas dans le SEC 79. La présentation en données brutes offre l'avantage de limiter le problème lié à l'évaluation des amortissements qui repose sur la connaissance, supposée parfaite, du stock de capital fixe. En outre, elle rend plus aisée l'interprétation de certains mouvements tels que ceux de l'excédent brut d'exploitation. Dans un souci de simplification, la ventilation sectorielle regroupe, sous le titre de « particuliers », les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages qui constituent des secteurs distincts selon la méthodologie SEC 95; les termes « particuliers » et « ménages » sont néanmoins utilisés indifféremment. Ceux de « sociétés » et d'« entreprises » sont aussi employés le plus souvent indistinctement alors que, dans le commentaire de l'optique des dépenses du PIB, les « entreprises » recouvrent aussi les indépendants, qui dans les comptes réels et financiers de secteur sont repris dans le compte des ménages.

À l'instar de ceux des autres pays européens, les comptes nationaux belges ont subi en 2005 et 2006 une série de révisions méthodologiques importantes, touchant les données de base et/ou les modes de calcul de la plupart des agrégats (valeur ajoutée, consommation, investissements, rémunération, etc.), ainsi que la décomposition des effets de prix et de volume.

Parmi les révisions de méthodologie opérées en 2005, on relève principalement la modification du traitement des services d'intermédiation financière indirectement imputés (SIFIM). Avant cette révision, la production de SIFIM était enregistrée, par convention, comme une consommation intermédiaire d'une branche fictive, et n'était donc pas prise en compte pour le calcul du PIB. À la suite de l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation européenne, en janvier 2005, les SIFIM sont dorénavant répartis entre les secteurs utilisateurs, en reclassant une partie des paiements d'intérêts en paiements de services. Ce reclassement a eu d'importantes conséquences sur la valeur de certains flux agrégés de biens et services – la production des sociétés financières, les consommations intermédiaire et finale, les importations et les exportations –, ce qui a affecté la valeur ajoutée des différentes branches d'activité et des secteurs, mais également le PIB.

Les révisions apportées en 2006 concernent les estimations en volume et couvrent trois volets: des adaptations des déflateurs sous-jacents aux séries relatives à la production, à la consommation intermédiaire et à la valeur ajoutée, motivées par le souci d'améliorer la qualité des comptes nationaux; l'adaptation de la méthodologie utilisée pour les estimations en volume de la production des établissements d'éducation non marchands – on se base dorénavant sur un indicateur direct de volume (nombre d'élèves-heures par type d'enseignement et par région) plutôt que sur des déflateurs propres à chaque composante des coûts de production (consommation intermédiaire, rémunérations, consommation de capital fixe) –; la transformation des séries en prix d'une année de base fixe (2000, dans la version des comptes nationaux publiée en 2005) en séries en prix de l'année précédant celle pour laquelle une première publication est effectuée. Cette dernière transformation permet un « chaînage » de l'évolution en volume des agrégats ou sous-agrégats. Selon cette méthode, leur croissance en volume entre deux périodes consécutives est calculée systématiquement en se référant aux prix et aux poids de l'année précédente. Les évolutions entre les périodes consécutives sont liées entre elles (cumulées) pour obtenir un indice chaîné. Quand l'indice chaîné d'un agrégat, ou d'un sous-agrégat, est appliqué au montant (niveau) d'une *année de référence*, par exemple 2006, comme dans les comptes nationaux officiels publiés au mois d'octobre 2008, on obtient une mesure de l'évolution en volume en « euros chaînés (*année de référence 2006*) ». Le choix de l'année de référence est sans effet sur le profil de croissance de la série. L'introduction des indices chaînés améliore la précision de la mesure de la croissance économique et augmente la comparabilité internationale des données. Dans l'utilisation de séries en niveaux chaînés, il faut toutefois tenir compte du fait que ce chaînage se traduit par une perte d'additivité des niveaux en volume (à l'exception des résultats se rapportant à l'année de référence et à celle qui la suit directement). La non-additivité implique, par exemple, que dans le cas de séries en niveaux chaînés, le PIB n'est pas égal à la somme de ses composantes (consommation finale, investissements, variation des stocks et exportations nettes).

Des explications plus détaillée des modifications ainsi apportées à la méthodologie des comptes nationaux ont été fournies par l'ICN dans les publications dénommées *Comptes nationaux – Partie 2 Comptes détaillés et tableaux 1995-2004* et *Comptes nationaux – Partie 2 Comptes détaillés et tableaux 1995-2005*, qui sont parues respectivement en décembre 2005 et novembre 2006.

À la clôture du présent Rapport, les comptes nationaux officiels révisés n'étaient disponibles que pour la période 1995-2007 de sorte que, pour des mises en perspective sur un passé plus long, il a fallu procéder à des estimations par rétropolation, par exemple pour le calcul du ratio de la dette publique consolidée par rapport au PIB.

Dans le chapitre consacré à l'environnement international, la présentation est également conforme au SEC 95 ou à son équivalent, le Système de comptabilité nationale publié conjointement par les Nations Unies, la Banque mondiale, la CE, le FMI et l'OCDE (SCN 1993). Les statistiques des sources auxquelles on se réfère dans le Rapport, le plus souvent la CE et l'OCDE, ne sont néanmoins pas uniformisées, les périodes pour lesquelles la conversion d'un système SEC à l'autre ou les révisions méthodologiques ont été opérées demeurant très variables d'un pays à l'autre.

La ventilation des comptes financiers entre particuliers et sociétés repose en grande partie sur les données en provenance des établissements de crédit belges. Les informations permettant de ventiler les autres opérations financières du secteur privé, notamment les transactions avec l'étranger ou les achats de valeurs mobilières, sont beaucoup plus fragmentaires. La statistique principale pouvant être utilisée à cette fin, à savoir la globalisation des comptes annuels des entreprises établie par la Centrale des bilans de la Banque, est en effet partielle, n'a qu'une fréquence annuelle et n'est disponible qu'après un délai de plusieurs mois. Il a donc été nécessaire d'introduire certaines hypothèses et de procéder à diverses estimations.

Signes conventionnels

–	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
n.r.	non représentatif
p.c.	pour cent
p.m.	pour mémoire
e	estimation de la Banque

Liste des abréviations

Région ou pays

BE	Belgique
DE	Allemagne
IE	Irlande
EL	Grèce
ES	Espagne
FR	France
IT	Italie
CY	Chypre
LU	Luxembourg
MT	Malte
NL	Pays-Bas
AT	Autriche
PT	Portugal
FI	Finlande
SI	Slovénie
EA	Zone euro
UE15	Union européenne, à l'exclusion des pays ayant adhéré après 2003
US	États-Unis
BR	Région de Bruxelles-Capitale
VL	Région flamande
WL	Région wallonne

Autres

ABS	Asset-backed Security
ABEX	Association belge des experts
Actiris	Acteur public régional de l'emploi, anciennement ORBEM
AIP	Accord interprofessionnel
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations

BCE	Banque centrale européenne
BCN	Banques centrales nationales
BEA	Bureau of Economic Analysis
BEAMA	Belgian Asset Managers Association
BEI	Banque européenne d'investissement
BFP	Bureau fédéral du plan
BIT	Bureau international du travail
BLS	Bureau of Labor Statistics
BNB	Banque nationale de Belgique
BRI	Banque des règlements internationaux
BRIC	Brésil, Russie, Inde, Chine
CBFA	Commission bancaire, financière et des assurances
CBS	Centraal Bureau voor de Statistiek
CCE	Conseil central de l'économie
CDO	Collateralised Debt Obligation
CDS	Credit Default Swap
CE	Commission européenne
CeFiP	Centre de connaissances du financement des PME
CLO	Collateralised Loan Obligation
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CREDIBE	Anciennement, Office central de crédit hypothécaire
CREG	Commission de régulation de l'électricité et du gaz
DESTATIS	Statistisches Bundesamt Deutschland
DGE	Direction générale Énergie (SPF Économie, PME, classes moyennes et énergie)
DGSIE	Direction générale Statistique et information économique (SPF Économie, PME, classes moyennes et énergie)
DIREM	Direction générale de l'énergie et des matières premières
ECI	Enquête communautaire sur l'innovation
Ecofin	Conseil européen des Ministres de l'économie et des finances de l'UE
EDP	Excessive Deficit Procedure
EESA	Emergency Economic Stabilization Act
EMBI	Emerging Market Bonds Index
Eonia	Euro Overnight Index Average
Eurepo	Euro Repurchase Agreement
Euribor	Euro Interbank Offered Rate
FADELS	Fonds d'amortissement des emprunts du logement social
FDIC	Federal Deposit Insurance Corporation
Federgon	Fédération des partenaires de l'emploi
FIF	Fonds de l'infrastructure ferroviaire
FLU	Fourniture de liquidités d'urgence
FOREM	Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi
FMI	Fonds monétaire international
FRA	Forward Rate Agreement
FSA	Financial Security Assurance
G7	Groupe des sept
G20	Groupe des vingt
GAAP	Generally Accepted Accounting Principles
GMT	Greenwich Mean Time
HWWI	Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Institut

IAS	International Accounting Standards
ICAP	Garban - Intercapital plc
ICN	Institut des comptes nationaux
IFM	Institutions financières monétaires
IFRS	International Financial Reporting Standards
INAMI	Institut national d'assurance maladie-invalidité
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IPC	Indice des prix à la consommation
IPCH	Indice des prix à la consommation harmonisé
IPCN	Indice des prix à la consommation national
IPN	Inflation Persistence Network
Libor	London Interbank Offered Rate
LPG	Gaz de pétrole liquéfié
MBS	Mortgage-backed Security
MFI	Monetary Financial Institution
MIR	Monetary Financial Institutions Interest Rates
MTS	Mercato telematico dei titoli di Stato
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIS	Overnight Index Swap
OLO	Obligations linéaires
ONEM	Office national de l'emploi
ONP	Office national des pensions
ONSS	Office national de sécurité sociale
OPC	Organisme de placement collectif
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAC	Politique agricole commune
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PPA	Parité de pouvoir d'achat
Pricaf	Private Equity Sicaf
PTF	Productivité totale des facteurs
R&D	Recherche et développement
RBS	Royal Bank of Scotland
RIR	Retail Interest Rates
RMBS	Residential Mortgage-backed Security
RNB	Revenu national brut
SCN	Système de comptabilité nationale
SEBC	Système européen de banques centrales
SEC	Système européen des comptes
SICAFI	Société d'investissement à capital fixe immobilier
SIFIM	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés
SNCB	Société nationale des chemins de fer belges
SPF	Service public fédéral
STADIM	Société d'étude et de conseil en matière immobilière
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

UE	Union européenne
UEBL	Union économique belgo-luxembourgeoise
UEM	Union économique et monétaire
UPC	Union professionnelle du crédit
VAR	Vector autoregression
VDAB	Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding
WDN	Wage Dynamics Network

Liste des encadrés, tableaux et graphiques

Encadrés

Chapitre 1: Environnement international

Encadré 1: Avoirs et engagements des secteurs non financiers intérieurs dans la zone euro et aux États-Unis	21
Encadré 2: Les BRIC: foyers de la croissance économique mondiale?	32

Chapitre 2: Politique monétaire de l'Eurosystème

Encadré 3: L'évolution du bilan de l'Eurosystème au cours de la période de turbulences financières	47
Encadré 4: L'interprétation des mesures des anticipations d'inflation tirées d'instruments financiers pendant la crise financière	58

Chapitre 3: Production, dépenses et opérations courantes en Belgique

Encadré 5: La fonction de signal des perspectives de la demande	67
Encadré 6: Quelle est la position des entreprises à la veille d'un sérieux ralentissement de la croissance à l'échelle mondiale?	74

Chapitre 4: Marché du travail et coûts salariaux

Encadré 7: Importance des efforts de formation formelle des entreprises selon la conjoncture et la branche d'activité	102
Encadré 8: Perspectives démographiques	107
Encadré 9: La dynamique des salaires: résultats des travaux menés par la Banque dans le cadre du <i>Wage Dynamics Network</i>	112

Chapitre 5: Prix

Encadré 10: La formation des prix des produits pétroliers en Belgique diffère-t-elle de celle des pays voisins ?	126
Encadré 11: Effets de second tour à l'heure actuelle et dans les années 1970	136

Chapitre 6: Finances publiques

Encadré 12: Les finances publiques belges depuis l'introduction de l'euro: un relâchement structurel	154
Encadré 13: Impact sur les finances publiques des interventions des pouvoirs publics dans le cadre de la crise financière	158

Chapitre 7: Comptes financiers des particuliers, entreprises et administrations publiques

Encadré 14: Le statut du compte d'épargne réglementé	167
Encadré 15: Offre et demande de crédits des entreprises: enseignements tirés des enquêtes	174

Chapitre 8: Stabilité financière

Encadré 16: Mesures mises en œuvre par les autorités pour renforcer la stabilité financière en Belgique	194
---	-----

Tableaux

Chapitre 1: Environnement international

1 Croissance du PIB dans les principales économies	4
2 Évolution économique aux États-Unis	16
3 Évolution économique au Japon	18
4 Évolution économique dans la zone euro	20
5 Croissance du PIB dans les pays de la zone euro	25
6 Solde de financement des administrations publiques dans les pays de la zone euro	27
7 Évolution économique au Royaume-Uni	29
8 Indicateurs macroéconomiques pour l'Asie émergente	31
9 Situation économique en 2008 des nouveaux États membres de l'UE d'Europe centrale et de l'Est	37

Chapitre 3: Production, dépenses et opérations courantes en Belgique

10 Valeur ajoutée dans les branches d'activité	69
11 PIB et principales catégories de dépenses	71
12 Principales composantes et déterminants de l'excédent brut d'exploitation des sociétés, à prix courants	73

13 Déterminants du revenu disponible brut des particuliers, à prix courants	78
14 Termes de l'échange pour les biens	81
15 Prêt net au reste du monde	83
16 Performances à l'exportation de biens en valeur	88
17 Productivité, réglementation et innovation dans le commerce et les services aux entreprises	90

Chapitre 4: Marché du travail et coûts salariaux

18 Offre et demande de travail	94
19 Activation du comportement de recherche d'emploi : situation à la fin de décembre 2008	98
20 Ventilation géographique de l'emploi en Belgique en 2007	101
21 Prévisions, chômeurs âgés et crédits-temps	106
22 Taux d'emploi harmonisés en Belgique en 2008 : ventilation selon le niveau d'éducation et la nationalité	107
23 Coûts salariaux dans le secteur privé	110
24 Méthodes d'indexation appliquées dans le secteur privé	110
25 Réductions de charges salariales accordées aux entreprises	115
26 Politique salariale visant à ajuster les salaires de base à l'inflation réalisée ou attendue : aperçu pour quinze pays de l'UE	118

Chapitre 5: Prix

27 Indice des prix à la consommation harmonisé pour la Belgique	121
28 Poids des produits énergétiques dans l'IPCH en 2008	124
29 Contribution des biens industriels non énergétiques et des services à l'écart d'inflation par rapport à la zone euro	135

Chapitre 6: Finances publiques

30 Normes relatives au besoin (–) ou à la capacité de financement des administrations publiques belges	143
31 Recettes des administrations publiques	144
32 Principales mesures fiscales et parafiscales	145
33 Recettes publiques par sous-secteur des administrations publiques	147
34 Dépenses primaires des administrations publiques	148
35 Dépenses primaires corrigées par sous-secteur des administrations publiques	149
36 Solde de financement de l'ensemble des administrations publiques et par sous-secteur	152
37 Évolution de la politique budgétaire structurelle	154
38 Dette brute consolidée de l'ensemble des administrations publiques	157

Chapitre 7: Comptes financiers des particuliers, entreprises et administrations publiques

39 Actifs et engagements financiers des administrations publiques	180
40 Besoins et moyens de financement de l'État fédéral	181

Chapitre 8 : Stabilité financière

41	Compte de résultats des établissements de crédit belges	199
42	Incidence des changements de valeur sur les actifs financiers détenus par les établissements de crédit belges	200
43	Ventilation du portefeuille de prêts des établissements de crédit belges par secteur et lieu de résidence de la contrepartie	202
44	Comparaison de la valeur de marché et de la valeur comptable du portefeuille de placement des compagnies d'assurances belges	207
45	Incidence d'un choc de taux d'intérêt sur la valeur de l'actif net des compagnies d'assurances belges	208

Graphiques

Chapitre 1 : Environnement international

1	Évolution des conditions de marché	7
2	Cours de change bilatéral des principales monnaies vis-à-vis du dollar des États-Unis	12
3	Prix des produits de base	13
4	Cours du pétrole brut	14
5	Consommation privée et confiance des consommateurs aux États-Unis	15
6	Activité et prix dans le secteur de l'immobilier résidentiel aux États-Unis	15
7	Profil trimestriel du PIB et confiance des chefs d'entreprise au Japon	18
8	Ventes du commerce de détail et confiance des consommateurs dans la zone euro	20
9	Investissements des entreprises et confiance des chefs d'entreprise dans la zone euro	23
10	Prix réels des logements et investissements en logements dans la zone euro	24
11	Marché du travail dans la zone euro	25
12	Inflation, tendance sous-jacente de l'inflation et prix de l'énergie dans la zone euro	26
13	Profil trimestriel du PIB et des exportations en Chine	31

Chapitre 2 : Politique monétaire de l'Eurosystème

14	Conduite opérationnelle de la politique monétaire de l'Eurosystème en 2007 et en 2008	45
15	Structure des taux d'intérêt sur le marché monétaire dans la zone euro	51
16	Indicateurs de pressions inflationnistes dans la zone euro	53
17	Anticipations d'inflation dans la zone euro	54
18	Masse monétaire et octroi de crédits au secteur privé dans la zone euro	55
19	Projections de croissance du PIB et d'inflation dans la zone euro	57
20	Conditions monétaires dans la zone euro	60
21	Conditions de financement des entreprises sur les marchés financiers dans la zone euro	61
22	Conditions de financement auprès des institutions financières et monétaires dans la zone euro	62
23	Critères d'octroi de crédits dans la zone euro	63

Chapitre 3 : Production, dépenses et opérations courantes en Belgique

24 PIB et principales catégories de dépenses	65
25 PIB et indicateur de conjoncture	66
26 Indicateurs de conjoncture et valeur ajoutée dans les principales branches d'activité	70
27 Investissements des entreprises	72
28 Consommation, revenu disponible et taux d'épargne des particuliers	77
29 Exportations et importations de biens et services	80
30 Besoin (-) ou capacité de financement des secteurs intérieurs et compte courant de la balance des paiements	84
31 Déterminants de la croissance économique	85
32 Entreprises exportatrices dans l'industrie manufacturière	87

Chapitre 4 : Marché du travail et coûts salariaux

33 Activité et marché du travail	93
34 Perspectives d'évolution de l'emploi	94
35 Activité, travail intérimaire et chômage temporaire	95
36 Entraves à l'activité résultant d'une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée	96
37 Demandeurs d'emploi inoccupés	97
38 Taux de chômage harmonisés dans les pays de l'UE15 en 2007 : moyenne et dispersion	99
39 Situation sur le marché régional du travail	100
40 Taux d'emploi dans les pays de l'UE15 et dans les régions de Belgique en 2008 : ventilation par tranche d'âge	105
41 Taux d'emploi dans les pays de l'UE15 et dans les régions de Belgique en 2008 : ventilation par nationalité	106
42 Glissement des salaires dans le secteur privé	111
43 Hausses salariales horaires contenues dans les accords interprofessionnels	117
44 Handicap en termes de coûts salariaux par heure ouvrée des entreprises belges selon le CCE	119

Chapitre 5 : Prix

45 Écart d'inflation entre la Belgique et la zone euro	122
46 Produits énergétiques	123
47 Produits pétroliers raffinés	124
48 Prix à la consommation du gaz	130
49 Prix à la consommation de l'électricité	131
50 Inflation et perception de l'inflation	132
51 Prix à la consommation des produits alimentaires transformés	133
52 Prix du lait	133
53 Prix à la consommation des biens industriels non énergétiques et des services	134
54 Pratiques d'indexation des prix dans la branche des services	135

Chapitre 6 : Finances publiques

55 Prélèvement implicite sur le travail	146
56 Recettes de l'impôt des sociétés	146
57 Dépenses publiques de soins de santé	149
58 Bénéficiaires de pensions du secteur privé	150

59 Influence du cycle électoral sur la formation brute de capital fixe des administrations locales	150
60 Décomposition de la variation des charges d'intérêts	151
61 Recettes des communautés et régions	152
62 Droits d'enregistrement	153

Chapitre 7: Comptes financiers des particuliers, entreprises et administrations publiques

63 Décomposition de la variation de l'encours des actifs financiers détenus par les particuliers	163
64 Richesse des ménages	164
65 Coûts de financement externe des sociétés non financières en Belgique	165
66 Formation d'actifs financiers par les particuliers	166
67 Dépôts d'épargne réglementés et dépôts à terme des particuliers	166
68 Titres à revenu fixe détenus par les particuliers et taux de rendement à long terme	169
69 Résultats de l'enquête de l'Eurosystème sur la distribution du crédit bancaire : offre et demande de crédits au logement en Belgique	170
70 Nouveaux crédits hypothécaires aux particuliers, refinancements et taux d'intérêt	170
71 Écart de taux et répartition des nouveaux contrats hypothécaires selon le type de taux	171
72 Crédits défaillants non régularisés	171
73 Nouveaux engagements financiers des sociétés non financières : ventilation par instrument	172
74 Crédits accordés par les banques belges aux sociétés non financières résidentes, ventilation par durée du crédit	173
75 Volume et degré d'utilisation des crédits selon la Centrale des crédits : ventilation des entreprises selon leur taille	178
76 Cours boursiers et ratio cours-bénéfices en Belgique et dans la zone euro	179
77 Rendement des emprunts d'État à dix ans	183
78 Primes sur les contrats dérivés de défaut (CDS) à cinq ans en 2008	183

Chapitre 8: Stabilité financière

79 Marchés des titres à court terme aux États-Unis	188
80 Dépréciations d'actifs et recapitalisations par les grandes institutions financières mondiales	189
81 Indicateurs de tension sur les marchés financiers	190
82 Conditions respectives de financement en dollar au jour le jour durant les heures d'ouverture des marchés européens et du marché américain	191
83 Indicateurs de marché pour les institutions financières belges et de la zone euro	192
84 Rentabilité et solvabilité des établissements de crédit belges	197
85 Déterminants du résultat d'intérêts des établissements de crédit belges	198
86 Taux de provisionnement pour pertes sur créances des établissements de crédit belges	200
87 Actifs vis-à-vis de l'étranger des établissements de crédit belges	201
88 Passifs des établissements de crédit belges	202
89 Encours et conditions de taux des dépôts de la clientèle auprès des établissements de crédit belges	203
90 Résultats nets du secteur des assurances, volume d'activité et importance des coûts	205
91 Composition des actifs de couverture par branche d'assurance	206
92 Rentabilité comparée des activités d'assurance-vie et non-vie	207
93 Marge de solvabilité des compagnies d'assurances belges	208
94 Taux d'intérêt à long terme et rendement garanti des contrats de la branche 21	209

Annexes statistiques

Tableaux relatifs à l'activité économique et aux prix

I	PIB et principales catégories de dépenses, en volume	212
II	RNB et principales catégories de dépenses, en volume	213
III	Déflateurs du RNB et des principales catégories de dépenses	214
IV	RNB et principales catégories de dépenses, à prix courants	215
V	Valeur ajoutée des différentes branches d'activité, en volume	216
VI	Marché du travail	217
VII	Taux d'emploi	218
VIII	Taux de chômage	219
IX	Indice des prix à la consommation harmonisé	220
X	Revenus des différents secteurs, à prix courants	221
XI	Synthèse des opérations des grands secteurs de l'économie, à prix courants	222

Tableaux relatifs aux opérations des administrations publiques

XII	Recettes, dépenses et solde de financement des administrations publiques	223
XIII	Solde de financement par sous-secteur des administrations publiques	224
XIV	Dette brute consolidée des administrations publiques	225

Tableau relatif aux opérations avec l'étranger

XV	Opérations courantes et en capital sur la base des transactions	226
----	---	-----

Tableaux relatifs aux opérations monétaires et financières

XVI	Formation d'actifs et nouveaux engagements financiers des particuliers	227
XVII	Formation d'actifs et nouveaux engagements financiers des sociétés non financières	228
XVIII	Formation d'actifs et nouveaux engagements financiers des administrations publiques	229
XIX	Formation d'actifs et nouveaux engagements financiers des institutions financières monétaires	230
XX	Formation d'actifs et nouveaux engagements financiers des institutions financières autres que monétaires	231
XXI	Émissions nettes de valeurs mobilières des sociétés financières et non financières et des administrations publiques	232
XXII	Taux d'intérêt	233
XXIII	Principaux taux d'intérêt de l'Eurosystème	234
XXIV	Cours de change	235

Banque nationale de Belgique
Société anonyme
RPM Bruxelles – Numéro d'entreprise : 0203.201.340
Siège social : boulevard de Berlaimont 14 – BE-1000 Bruxelles
www.nbb.be



Éditeur responsable
Guy Quaden
Gouverneur

Personne de contact pour la publication
Philippe Quintin
Chef du département Communication et secrétariat
Tél. +32 2 221 22 41 – Fax +32 2 221 30 91
philippe.quintin@nbb.be

© Illustrations: Image plus
Banque nationale de Belgique
Couverture et mise en page : BNB TS – Prepress & Image
Publié en février 2009

